

**LE PARC DES ENTREPRISES MAROCAINES : ANALYSE DES
CARACTERISTIQUES ET DES DETERMINANTS**

**THE PARK OF MOROCCAN COMPANIES: ANALYSIS OF
CHARACTERISTICS AND DETERMINANTS**

ABDELAZIZ KHALFAOUI

Enseignant chercheur à l'Ecole Nationale de Commerce et de Gestion
Université Hassan I, Settat, Maroc

khalfaziz@hotmail.fr ou abdelaziz.khalfaoui@uhp.ac.ma

Date de soumission : 31/01/2019

Date d'acceptation : 01/05/2019

DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3679486>

RESUME

L'analyse de l'évolution du stock des entreprises marocaines à partir des années 1990, montre que la création des entreprises reste, globalement faible, malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics marocains en termes de réformes et d'assainissement du climat d'affaire. Par ailleurs, la dynamique entrepreneuriale reste très disparate entre les régions marocaines : entre la région du Casablanca-Settat et la région de Tanger-Tétouan- Al Hoceima et des régions économiquement moroses (Draa-Tafilalet, Beni Mellal-Khénifra). Ces deux faits saillants prouvent que le chantier des réformes à entreprendre est encore vaste et que les contextes, national et international, dans lesquels se trouve confronter le Maroc, exigent une accélération dans l'accomplissement de ces réformes pour donner un nouveau souffle au modèle de croissance marocain.

MOTS-CLE : Entrepreneuriat, démographie des entreprises, économie du Maroc, création, cessation

ABSTRACT

The analysis of the evolution of the stock of Moroccan companies from the 1990, shows that the creation of enterprises remains, overall low, despite the efforts made by the Moroccan public authorities in terms of reforms and sanitation of the climate. Moreover, the entrepreneurial dynamic remains very disparate between Moroccan regions: between the Casablanca-Settat region, de Tanger-Tétouan- Al Hoceima region and economically depressing regions (Draa-Tafilalet, Beni Mellal-Khénifra). These two highlights prove that the work of the reforms to be undertaken is still vast and that the national and international contexts in which Morocco is confronted, require an acceleration in the accomplishment of these reforms to breathe new life into the model of Moroccan growth.

KEYWORDS: Entrepreneurship, demography of company, Morocco's economy, creation, cessation.

INTRODUCTION

Dès la première constitution adoptée en 1962, le Maroc a clairement opté pour l'économie de marché. Ce choix donne une place importante au secteur au privé qui doit, à travers la création d'entreprises, jouer un rôle important en matière de création de richesses et d'emplois et donc à la contribution à la croissance économique et à la prospérité des Marocains. Cependant, les statistiques sur les entreprises au Maroc, montrent que l'intensité de la création reste faible par rapport à d'autres pays comparables à ce pays. En effet, le taux d'entrepreneuriat, qui mesure le nombre des entreprises créées sur une année donnée par rapport à l'effectif de la population potentiellement créatrice d'entreprises (les personnes âgées entre 18 ans et 60 ans) n'est que de 2,97 pour mille sur la période 2010-2015. Le Maroc se trouve bien derrière des pays de la zone MENA tels que le Qatar, les Emirats Arabes Unis et la Tunisie..., et encore plus loin par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, selon l'enquête de la Banque mondiale menée en 2015.

Ce retard enregistré par le Maroc en termes de dynamique entrepreneuriale, ne doit pas néanmoins faire oublier les efforts considérables déployés par ce pays depuis la fin des années 1980, visant à assainir son climat des affaires par le biais des nombreuses réformes mises en place (la réforme de droit des sociétés, les réformes fiscales, etc.). Cette refonte de l'environnement des affaires a permis au Maroc d'améliorer constamment son classement dans le Doing business, pour se hisser à la 60ème place sur 190 pays en 2018 et une nette amélioration dans l'indicateur créations d'entreprises (le Maroc occupe le 34ème rang).

Nonobstant le progrès réalisé, la dynamique entrepreneuriale au Maroc bute encore sur plusieurs obstacles, tels que la prépondérance du secteur informel et son constant accroissement, en effet, les Unités de Production Informelles ont atteint 1,68 million en 2013 (selon l'enquête nationale effectuée par le Haut-commissariat au plan), marquant un accroissement annuel de 19 000 unités par rapport à 2007. Même si les UPI peuvent être considérées comme une forme d'entrepreneuriat qui reflète le caractère dualiste de l'économie marocaine, la volatilité de ces structures (majoritairement sans local fixe, absence des normes,...) et leur précarité (faible rentabilité, insalubrité des conditions, etc.) rendent ces UPI davantage des parasites à un véritable entrepreneuriat viable et convenable à l'économie marocaine et qu'il faut par conséquent, essayer d'en réduire l'importance et de

la faire revenir dans le giron du secteur formel (Mejati Alami, 2006). Un autre fait saillant des créations d'entreprises marocain, est la forte disparité régionale (Binet M-E, Facchini F. (2011), la région du Casablanca-Settat abrite de loin le parc d'entreprise le plus important et continue d'enregistrer le plus de créations alors que d'autres régions, les créations d'entreprises reste très faible pour esquisser une véritable émergence entrepreneuriale, comme par exemple les régions de Draa-Tafilalet et Beni Mellal-Khénifra.

Dans cet article, nous allons essayer de mettre l'accent sur deux volets de l'entrepreneuriat marocain (Verstraete, 2008), une analyse des principales caractéristiques du parc des entreprises marocaines (Direction des Etudes et des Prévisions Financières, 2008) et un examen des principaux obstacles à la dynamique entrepreneuriale.

1. Analyse de la dynamique entrepreneuriale au Maroc

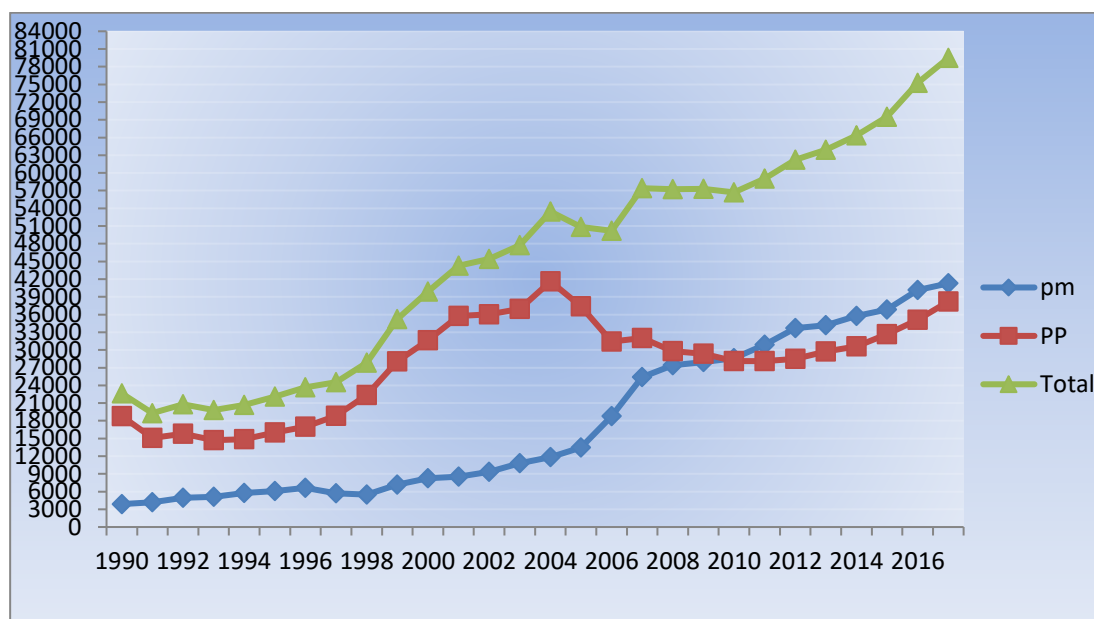
A partir des statistiques du registre central, publiées par le baromètre de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC), le stock (l'effectif) des entreprises marocaines est estimé, fin novembre 2018 à 1.433.179 entreprises, réparties entre 906.221 Personnes Physiques (PP) et 526.955 Personnes Morales (PM). Concernant l'évolution des créations d'entreprises, nous pouvons relever les traits suivants :

1.1. Les caractéristiques des créations des entreprises depuis les années 1990

-Une progression constate des créations d'entreprises

La lecture du graphique de la figure 1 permet de dégager les points suivants :

Figure 1 : Evolution des créations d'entreprises au Maroc à partir de l'année 1990



Source : par l'auteur à partir des données du baromètre de l'OMPIC

Les créations d'entreprises (tous statuts juridiques confondus) ont enregistré, excepté la période 2003-2006, une forte progression qui va devenir exponentielle à partir des années 2010. Cette tendance est la résultante d'un accroissement à la fois, des créations des PP et des PM sur la période allant de 1990 à 2003 ; puis d'une chute des créations des PP sur la période 2004-2009, et une forte progression des créations des PM sur la même période ; puis une tendance à l'augmentation des créations des deux statuts juridiques à partir des années 2010 en raison des nombreuses améliorations du climat d'affaires au Maroc apportées par la stratégie de développement du climat des affaires (OCDE, 2011).

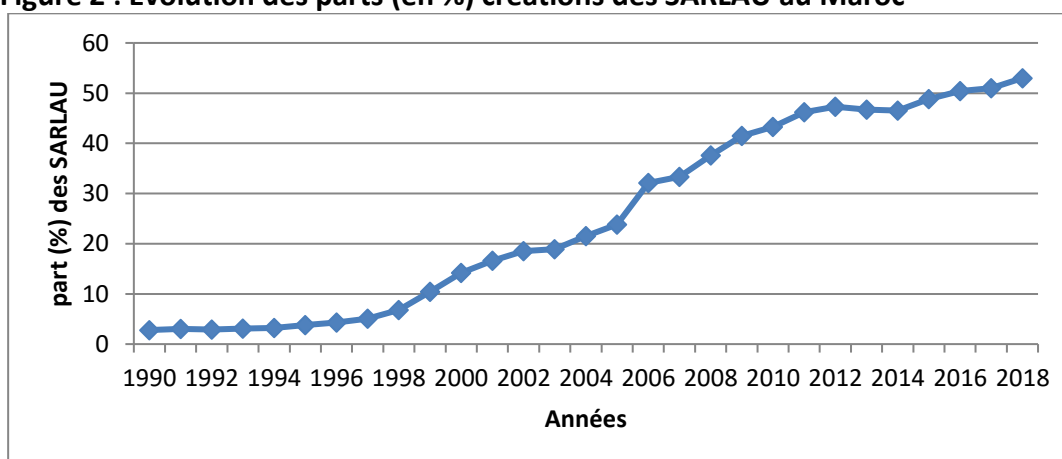
Cette forte croissance des créations d'entreprises est le fruit des vastes réformes entreprises par le Maroc à partir années 1980 qui vont être accélérées au début des années 2000 (l'adoption des lois sur les sociétés, la mise en place de la réforme fiscale,...).

-Une progression remarquable des créations de sociétés

La régression des créations des entreprises PP, constatée à partir de l'année 2006, est due vraisemblablement, à l'amendement adopté la même année, qui a réduit le capital exigible pour la création de la Société à Responsabilité Limitée (SARL) et de la Société à Responsabilité Limitée à associé unique (SARLAU) à dix mille dirhams au lieu de cent mille dirhams auparavant, ainsi qu'à d'autres assouplissements amenés par la réforme de 2006

(l'allégement des formalités de création, la suppression de la formalité de blocage pour les sociétés dont le capital social ne dépasse pas cent milles dirhams, la dématérialisant les procédures de création d'entreprises,...).Ce changement a encouragé certains porteurs de projets, en particulier des Très Petites Entreprises (TPE), a privilégié la forme juridique de SARLAU à la forme d'entreprise PP, car plus protectrice (séparation du patrimoine personnel du patrimoine de la société). Voir figure 2.

Figure 2 : Evolution des parts (en %) créations des SARLAU au Maroc



Source : par l'auteur à partir des données du baromètre de l'OMPIC

D'une forme juridique mineure dans les années dans la population des PM au Maroc, la SARLAU a vu sa part sensiblement augmenter à partir des années 2000, pour occuper la forme majoritaire des créations des sociétés à partir de 2015.

-Une domination du secteur du commerce

Le secteur du commerce est le premier secteur d'activité qui attire le plus de créations d'entreprises au Maroc, même si sa part a enregistré un recul ces dernières années, en passant de 58% au début des années 1990, à moins de 50% dans les années 2010, puis à moins 42% en 2018. En termes de stock, ce secteur compte 64% des entreprises fin 2018, suivi du secteur du BTP (avec environ 21%) et des services avec seulement 15%. Néanmoins, le poids du secteur des services va s'accroître dans les années à venir, si la tendance des créations à la hausse va se poursuivre. La domination des entreprises appartenant aux secteurs du commerce et des services traduit la tertiarisation de l'économie marocaine par laquelle passe toutes les économies de marché dans leur transition.

-Une prépondérance des petites entreprises

Plus de 84% des entreprises marocaines ont réalisé en 2016, un chiffre d'affaires annuel inférieur à trois millions de dirhams. Cela peut laisser penser que la quasi-totalité des entreprises marocaines sont des petites structures, des Très Petites Entreprises et des micros entreprises. Seulement 0,5% des entreprises ont pu réaliser un chiffre d'affaires supérieur à 175 millions de dirhams la même année. Par conséquent, les politiques publiques de promotion de l'entrepreneuriat doivent cibler ce segment du tissu économique marocain.

-Un parc des entreprises très jeune

En fin de 2018, environ 70% des entreprises marocaines ont un âge inférieur à 10 ans, et 21% ont moins de deux ans. Tandis que les entreprises dont l'âge dépasse vingt ans ne représentent que 14% du total du parc. Ces résultats témoignent du renouvellement intense du parc en raison, vraisemblablement de la forte cessation des entreprises marocaines dans les jeunes âges. Aux Yeux de Schumpeter, ce phénomène peut être de bon augure, s'il reflète un mouvement « créatrice-destructrice » par laquelle les nouvelles activités liées aux nouvelles innovations remplacent les anciennes activités devenues obsolètes lorsqu'il est incité par l'innovation. Mais, c'est loin d'être le cas pour le parc Marocain où ce renouvellement résulte surtout d'une grande cessation d'entreprises pour des raisons autres qu'un vaste mouvement d'innovation de l'économie marocaine, car le niveau de la contribution du secteur privé marocain au financement national des dépenses de recherche et développement reste très faible (seulement de 12% en 2008, contrairement à 70% en Chine et 68% en Allemagne, selon un rapport intitulé l'innovation et la PME marocaine, publié par la Confédération générale des entreprises marocaines).

-Une forte disparité régionale

30,11% du parc des entreprises est installé dans la région du Casablanca-Settat ; 43,38% du parc est partagé entre deux régions (la région de Casablanca-Settat et la région de Rabat-Salé-Kénitra), alors que le reste des régions, hormis la région de Tanger-Tetouan-Al Hoceima qui en train d'enregistrer une dynamique positive en termes de création, accueillent des parts dérisoires en implantations d'entreprises. Ce déséquilibre criant en matière d'implantation d'entreprises entre les régions marocaines engendre des problèmes tous azimuts (justice spatiale, dépeuplement des régions sinistrées, etc.).

-Une hégémonie de l'entrepreneuriat masculin

Les entreprises présentes en novembre 2018 sont dirigées par des hommes à hauteur de 84,31%. Ce chiffre montre que l'entrepreneuriat féminin est encore faible et s'inscrit dans la même logique de la faible activité des femmes marocaines (un taux d'activité inférieur à 25%). Ces statistiques prouvent que la société marocaine est encore sous l'emprise de codes peu favorables au travail des femmes marocaines, même si la loi marocaine a donné aux femmes le droit d'exercer le commerce sans l'autorisation de leurs époux, force est de constater que l'entrepreneuriat féminin peine à décoller au Maroc.

1.2. Les caractéristiques des radiations des entreprises

La radiation est l'acte administratif par lequel l'entreprise déclare sa cessation de l'activité aux autorités compétentes. Malheureusement le site de l'OMPIC ne publie pas des statistiques sur les radiations des PP. Seules les radiations des PM survenues sur la période 2014-2018 sont renseignées en fonction de la tranche d'âge des PM radiées. Nous allons essayer d'analyser la radiation dans les jeunes âges de ces entreprises, par la suite, nous allons essayer de reconstituer des cohortes de création afin d'estimer l'âge modal au décès des entreprises sociétaires marocaines dont nous disposons des données requises.

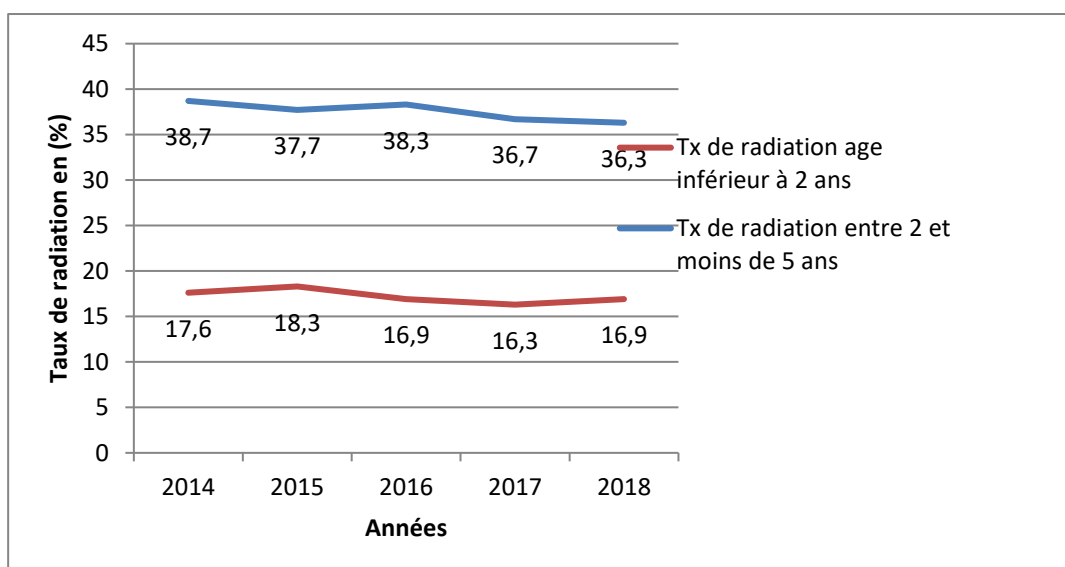
-Une forte radiation dans les bas âges

Le niveau de la radiation des entreprises est déterminant pour la durée moyenne de viabilité du parc des entreprises : une forte radiation dans les bas âges induit une faible viabilité globale des entreprises ; une faible radiation durant ces âges, constitue en revanche, un indice d'une forte viabilité du parc des entreprises.

La lecture des graphiques de la figure 3 montre que la radiation des PM marocaines sur la période 2014-2018 (jusqu'au mois de novembre) dans les bas âges est très élevée. En effet, à peu près, de 20% des radiations survenues, concerne des PM ayant un âge inférieur à deux ans. Par ailleurs, ce pourcentage augmente à environ 37% pour les PM ayant un âge compris entre deux ans et moins de cinq ans. Ces fortes intensités de radiations dans des âges précoces, soulèvent des questions sur les raisons de la faible vitalité des PM : Est-ce que la concurrence est aussi rude entraînant la disparition rapide de cette proportion conséquente des PM marocaines ? Les PM sont-elles suffisamment accompagnées et soutenues pour se

préparer pour relever les défis ? Le cadre juridico-institutionnel marocain, est-il favorable à la pérennité des PM marocaines ? Et d'autres questions permettant de comprendre les sources de cette forte défaillance des PM dès les jeunes âges.

Figure 3 : Evolution des taux de radiation des PM dans les bas âges



Source : par l'auteur à partir des données du baromètre de l'OMPIC

Des tables de radiation du moment

Le meilleur indicateur permettant de mesurer la vitalité d'une population d'entreprise doit être un indicateur similaire à l'espérance de vie de à la naissance calculée pour une cohorte de création (ici une génération). Faute de données convenables, c'est-à-dire, un enregistrement des radiations chez une génération d'entreprises selon l'âge à l'arrivée de la radiation, jusqu'à l'extinction de toutes les entreprises constituant la génération. Nous allons essayer de construire des tables partielles de radiation du moment (pour des générations fictives) pour les années dont nous disposons des données, à savoir 2014, 2015, 2016 et 2017.

Encadré :

- L'espérance de vie à la naissance : L'espérance de vie à l'âge 0 représente la durée de vie moyenne ou l'âge moyen au décès d'une personne appartenant à une génération donnée. C'est un cas particulier de l'espérance de vie à un âge x , qui mesure le nombre moyen d'années restant à vivre pour une personne ayant atteint cet âge et appartenant à la génération (Pressat, 1979).
- Une cohorte : c'est l'ensemble d'individus ayant vécu un même événement pendant une même année (ou période). La génération est une cohorte de personnes nées la même année, alors que la promotion est une cohorte de personnes ayant connu un même événement : (mariage, obtention d'un diplôme, etc.), la même année.
- La table de radiation du moment : ou la table de survie est une construction qui permet de d'observer l'arrivée de la radiation chez des entreprises et d'étudier le nombre de radiation, les quotients de radiation ou de survie et l'espérance de vie selon l'âge, sur une année donnée (Henry, 1984).
- Un quotient de radiation entre deux âges x et $x+a$: est la probabilité d'une entreprise survivante à l'âge x d'être radiée avant d'atteindre l'âge $x+a$. C'est le rapport de l'effectif des entreprises radiées entre ces deux âges et l'effectif des entreprises survivantes à l'âge x .
- L'âge d'une entreprise est la durée écoulée depuis sa création.
- L'analyse du moment de la radiation : ou l'analyse transversale de la radiation permet d'étudier la radiation d'une génération fictive d'entreprises qui aurait subi, de sa création à sa disparition (radiation), selon les conditions économiques, politiques, sociale... de l'année de référence.

Tableau 1 : Table de radiation du moment pour l'année 2014
Source : par l'auteur à partir des données du baromètre de l'OMPIC

Age (en années)	PM survivantes	PM radiées	Quotients de radiations (‰)	Proportions des PM survivantes
0	35758	581	16,25	1
2	35177	1277	36,30	0,98
5	33900	970	28,61	0,95
10	32930	376	11,42	0,92
20	32554	96	2,9	0,91
+20	32458	-	-	0,91

Tableau 2 : Table de radiation du moment pour l'année 2015

Age (en années)	PM survivantes	PM radiées	Quotients de radiations (‰)	Proportions des PM survivantes
0	36838	720	19,55	1
2	36118	1484	41,09	0,98
5	34634	1197	34,56	0,94
10	33437	433	12,95	0,90
20	33004	102	3,09	0,90
+20	32902	-	-	0,89

Source : par l'auteur à partir des données du baromètre de l'OMPIC

Tableau 3 : Table de radiation du moment pour l'année 2016

Age (en années)	PM survivantes	PM radiées	Quotients de radiations (‰)	Proportions des PM survivantes
0	40134	878	21,88	1
2	39256	2016	51,36	0,98
5	37240	1522	40,87	0,93
10	35718	608	17,02	0,89
20	35110	171	4,87	0,87
+20	34939	-	-	0,87

Source : par l'auteur à partir des données du baromètre de l'OMPIC

Tableau 4 : Table de radiation du moment pour l'année 2017

Age (en années)	PM survivantes	PM radiées	Quotients de radiations (‰)	Proportions des PM survivantes
0	41276	928	22,48	1
2	40348	2089	51,77	0,98
5	38259	1748	45,69	0,93
10	36511	751	20,57	0,88
20	35760	176	4,92	0,87
+20	35584			0,86

Source : par l'auteur à partir des données du baromètre de l'OMPIC

Par exemple, la table de radiation du moment de 2017, trace la survenue de la radiation des entreprises appartenant à plusieurs générations selon les conditions propre à cette année, mais elle permet de déduire le risque de radiation qu'aurait subi une entreprise créée à une autre date.

Les quatre tables montrent que les risques de radiations sont plus élevés aux âges compris entre deux et cinq ans (le quotient de radiation est le plus haut à cet âge). Nous pouvons alors l'associer à l'âge modal de la radiation des PM marocaines. Par ailleurs, à tous les âges, les quotients de radiation ont une tendance à la hausse en passant d'une table à la table suivante, ils étaient les plus faibles en 2014, pour augmenter en 2015, puis en 2016 pour

atteindre les niveaux les plus élevés en 2017. Cette augmentation de la probabilité de radiation constatée au fil des années, s'est traduite par la régression des proportions des entreprises survivantes à l'âge de plus de vingt ans qui ont passé de 91% en 2014 à seulement 86% en 2017.

2. Les obstacles à un essor entrepreneurial au Maroc

Afin d'accélérer et d'intensifier la création des entreprises au Maroc, les pouvoirs publics doivent d'une part, continuer les réformes visant l'assouplissement du cadre institutionnel pour lutter contre l'accroissement de l'entrepreneuriat informel qui constitue un parasite à l'entrepreneuriat et d'autre part, réhabiliter les régions marocaines les moins dynamiques pour les rendre propices à la création d'entreprises.

2.1. L'entrepreneuriat informel un obstacle à la dynamique entrepreneuriale

Même s'il constitue une échappatoire au chômage et une source de vie pour une frange non négligeable des Marocains, l'entrepreneuriat informel engendre des externalités négatives pour l'économie marocaine. En effet, le secteur informel peut attirer des entrepreneurs désireux de soustraire aux charges à la création de leur entreprise (échapper aux charges liées aux formalités administratives), de s'évader aux impôts sur l'activité (impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle...) ou de réduire les charges du personnel à travers la non-déclaration des salariés, etc. Ces pratiques, en plus de constituer un manque à gagner considérable (environ 11% du PIB en 2013) pour les recettes de l'Etat et des collectivités territoriales, elles créent une concurrence déloyale vis-à-vis des entreprises formelles. L'analyse de l'évolution du nombre des UPI corrobore l'idée d'un attrait que peut exercer l'entrepreneuriat informel.

Une prépondérance des UPI dans le tissu économique marocain

Tableau 5 : Evolution des UPI selon les enquêtes

Enquêtes	1999-2000	2006-2007	2013-2014
Nombre des UPI			
Nombre des UPI	1.233.200	1.550.274	1.680.000
Nombre des UPI disposant d'un local	504.379	683.671	734.160

Source : enquêtes sur le secteur informel 1999-00, 2006-07, 2013-14

Les UPI ont connu une forte prolifération entre 1999 et 2014, quel que soit leur statut. Mais autant on peut comprendre l'augmentation de certaines composantes des UPI (vendeurs ambulants, unités opérantes à domicile...) autant on s'interroge sur l'efficacité des actions entreprises par les pouvoirs publics pour lutter et réduire le nombre des UPI disposant d'un local.

Cette augmentation des UPI constitue une menace à la survie des entreprises formelles, notamment celles de petite taille qui sont d'ailleurs majoritaires dans le parc des entreprises marocaines, dans la mesure où elles doivent faire face à la rude concurrence des UPI qui, en raison de leur statut informel, supportent beaucoup moins de charges que les entreprises formelles. D'ailleurs, une étude menée en 2018 par la CGEM a mis en garde contre les dangers présentés par les UPI, non seulement sur la viabilité des entreprises formelles marocaines mais sur les risques de basculement de certaines entreprises formelles vers le secteur informel.

-L'urgence de lutter contre les UPI localisées

La forte hétérogénéité des UPI marocaines (des UPI localisées, des UPI non localisées ; des UPI de grande taille, des UPI vivrières ; etc.) implique des interventions appropriées à chaque composante des UPI. Toute action publique en matière de lutte contre les UPI doit marier fermeté et souplesse envers les UPI afin de les faire revenir au giron du secteur formel. En effet, les pays qui ont réussi à dégraisser leur secteur informel, comme la Chine, la Turquie et le Chili, entre autres, ont, d'une part, décrété des sanctions assez sévères envers les UPI qui ont les capacités (capital, chiffres d'affaires, avec local...) et ne se déclarent pas aux autorités, d'autre part, ces pays ont assoupli leur réglementation (digitalisation des démarches administratives de la création enfin d'esquiver les problèmes liés à la corruption

et à la bureaucratie) et ont instauré une fiscalité adaptées aux PME et aux micro-entreprises afin de réduire le gap fiscal entre le secteur formel et le secteur informel. A ce propos, le Maroc à travers la mise en place en 2015 du statut de l'auto-entrepreneur est en train de s'inspirer de ces expériences. Ce statut de l'auto-entrepreneur est destiné aux activités réalisant des chiffres d'affaires annuels modestes (moins de 500.000 dirhams pour les activités industrielles, commerciales ou artisanales et moins de 200.000 dirhams pour les prestations de services). L'acquisition de ce statut est facile à obtenir (une simple inscription numérique au registre national de l'auto-entrepreneur, avec la possibilité de domiciliation de l'activité exercée à l'adresse personnelle de l'auto-entrepreneur). Quant à la fiscalité, ce statut donne lieu à un impôt unique sur le revenu de l'ordre de seulement 2% pour les prestations de services et 1% pour les activités industrielles, commerciales ou artisanales. Ce dispositif, à travers les nombreux avantages procurés, vise à encourager les entrepreneurs à choisir la voie du secteur formel et surtout de faire revenir certaines UPI dans le giron du secteur formel. Même s'il est encore tôt pour faire une évaluation du degré de succès de ce nouveau statut de l'auto-entrepreneur, il faut néanmoins mettre en avant la forte progression des inscrits à ce statut qui a passé d'à peine 2000 personnes en 2015 à 72.357 personnes titulaires du statut d'entrepreneurs le 14 juin 2018 selon les déclarations de la Direction générale des impôts au Maroc.

2.2. Un déséquilibre spatial et plusieurs vitesses en termes de dynamique entrepreneuriale

Outre le dualisme de l'économie, un autre problème d'ordre structurel constitue un autre frein à une dynamique entrepreneuriale au Maroc : les disparités spatiales. En effet, nous avons déjà signalé que la création et l'installation des entreprises se font à des rythmes très contrastés dans les régions marocaines.

La comparaison du nombre absolu des créations entre les différentes régions marocaines est biaisée (Moati et al, 2000), car elle ne tient pas compte de la structure des populations au sein de ces régions (les régions ne comptent pas le même effectif des potentiels créateurs d'entreprises). Par conséquent, nous allons calculer des taux d'entrepreneuriat pour l'année 2015. Les résultats sont résumés par le tableau 5.

LE PARC DES ENTREPRISES MAROCAINES : ANALYSE DES CARACTERISTIQUES ET DES DETERMINANTS

Tableau 5 : Taux d'entrepreneuriat dans les régions marocaines

Région	Nombre de créations d'entreprises en 2015 (1)	Population des 18-60 ans (2)	Taux d'entrepreneuriat (pour 1000)
Casablanca-Settat	16.843	4.160.735	4,05
Rabat-Salé-Kénitra	9.150	2.771.648	3,30
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	8.744	2.154.773	4,06
Marrakech-Safi	6.056	2.732.868	2,22
Sous-Massa	4.221	1.622.841	2,60
Fes-Meknès	5.682	2.555.293	2,22
Oriental	5.328	1.398.719	3,81
Lâyoune-Sakia EL Hamra	3.270	223.220	14,65
BeniMellal-Khénifra	2.379	1.519.673	1,57
Drâa-Tafilalet	1.501	985.586	1,52
Guelmim- Oued Noun	1.528	261.138	5,85
Dakhala-Oued Ed-Dahab	1.060	88.426	11,99
National	65.762	20.474.922	3,21

Source : Calculé par l'auteur à partir des données du HCP et de l'OMPIC :

(1) Calculée à partir de l'annuaire statistique des régions 2015.

(2) Baromètre de l'OMPIC.

Les taux d'entrepreneuriat les plus élevés enregistrés dans les trois régions du Sud (Lâyoune-Sakia EL Hamra, Dakhala-Oued Ed-Dahab et Guelmim Oued Noun) peuvent s'expliquer par une exonération fiscale accordée aux entreprises qui s'y installent et probablement par une domiciliation abusive de certaines entreprises qui réalisent la part importante de leurs chiffres d'affaires en dehors de ces régions (Bentak, 20015). Par ailleurs, les régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceima et la région de Casablanca-Settat enregistrent les

taux d'entrepreneuriat les plus élevés (Gilly Dore, 2010), ceci confirme la place grandissante de la première région dans l'économie marocaine grâce aux effets de ruissèlement engendré par le port de Tanger-Med et de l'installation d'un géant de l'automobile en 2010. En revanche, les régions comme Drâa-Tafilalet et Beni Mellal-Khénifra viennent en queue du classement avec moins de 2 entreprises pour mille personnes en âge de créer une entreprise. Ce clivage du territoire marocain entre un espace dynamique et un autre apathique constitue une sous exploitation du capital humain dans les régions peu dynamiques et donc une perte préjudiciable en termes de création de postes d'emplois et de croissance économique et une accentuation des inégalités spatiales (El Ansari, 2009) dont les retombées deviennent de plus en plus lourdes à supporter par tout le monde (explosion du chômage, dépeuplement, pauvreté...). Ce retard en termes de dynamique entrepreneuriale dans certaines régions (Ferrara et Henriot, 2004) marocaines est dû à plusieurs raisons, notamment, le grand déficit en matière d'infrastructures (économiques et sociaux) dont souffrent les régions défavorisées qui se solde par un dysfonctionnement des mécanismes cumulatifs de la croissance économique en leur sein, à savoir : la dynamique de l'offre et de la demande, internes et externes, les processus multiplicateurs, de productivité et de compétitivité (Catin, 1995) et d'un faible rendement du capital humain, en raison d'une faible formation (analphabétisme, abandon scolaire,...). (Zaimi, 2002). Il en résulte que les pouvoirs publics doivent se pencher sérieusement sur ce problème de déséquilibre territorial par la mise en place de politiques publiques de rattrapage en matière d'infrastructures (Masson et Petiot, 2010), par la mise en place de plans incitatifs à la création d'entreprises.

CONCLUSION

L'analyse du parc des entreprises marocaines sur la période 1990-2018, nous a permis de constater l'importante progression des créations d'entreprises, bénéficiant d'une refonte du climat des affaires et de l'assainissement continu de l'atmosphère économique au Maroc qui se sentent à travers l'amélioration remarquable dans le classement de ce pays dans les standards mondiaux dans ce domaine et surtout par le choix grandissant de la forme sociétaire de l'entreprise à partir des années 2000 qui devient d'ailleurs majoritaire dans la création d'entreprises. Cette tendance positive, ne doit pas néanmoins masquer certains traits négatifs de ce parc, comme la faiblesse de la part de l'entrepreneuriat féminin qui reste mineure. Quant à la viabilité des entreprises marocaines, les seules données disponibles sur les personnes morales sur la courte période 2014-2018, nous a permis de tirer deux renseignements : la radiation est plus forte chez les jeunes sociétés (celles ayant moins de cinq ans) et que l'âge modal de décès, calculé à partir des tables partielles de radiation, se trouve dans la classe d'âge [2-5]. D'autre part, la radiation a enregistré une tendance à la hausse sur la période observée.

Cependant, la dynamique entrepreneuriale qu'a enregistré le Maroc à partir des années 1990, reste contrastée en raison de deux phénomènes : la forte présence des UPI et donc une autre forme d'entrepreneuriat parasite et menaçant la viabilité de l'entrepreneuriat formel par les risques d'attrait qui peut exercer sur les futurs entrepreneurs et les risques de basculement de la seconde forme vers la première. Le second est la faible créativité dans certaines régions marocaines qui constitue un manque à gagner considérable en termes de création d'entreprises et accentuent les niveaux des inégalités spatiales au Maroc. Ces insuffisances invitent le Maroc à continuer et à accélérer ces efforts afin d'endiguer ces phénomènes hostiles un essor et un épanouissement de l'entrepreneuriat et à son dynamisme.

BIBLIOGRAPHIE

BANQUE MONDIALE. (2015), Enquête sur l'entrepreneuriat.

BENTAK, M. (2015), Provinces du Sud : Exonération fiscale, les patrons refusent l'ouverture d'un bureau des impôts, LesEco.ma.

BINET M-E, FACCHINI F. (2011). Les déterminants de la dynamique entrepreneuriale dans les régions françaises. Canadian Journal of Regional Science, 2011, 33 (Special Issue), p.73-88.

CATIN, M. (1995). Les mécanismes et les étapes de la croissance régionale. Revue Région & Développement n° 1-1995.

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES. (2009). Analyse de la démographie des entreprises manufacturières au Maroc. Publication du Ministère de l'économie et des finances, Maroc.

EL ANSARI, R. (2009). Dynamique régionale et développement inégal au Maroc. In Communication au colloque international Inégalités et développement dans les pays méditerranéens, Université de Galatasaray, Istanbul, Turquie.

FERRARA L. HENRIOT A., (2004). La localisation des entreprises industrielles : Comment apprécier l'attractivité des territoires ? Revue Economie Internationale, numéro 99, p 91-111.

GILLY DORE G., (2010). Le développement local hors métropolisation : Des « avantages comparatifs » des espaces non-métropolisés. Revue Canadienne des Sciences Régionales, Vol.33 (Spécial Issue/Numéro spécial), pp.107- 122.

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN. (2016). Résultats de l'Enquête Nationale sur le Secteur Informel 2013/2014.

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN. (2016), « Le Maroc des régions », rapport, 204 p.

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN. (2016), « Le Maroc des chiffres », annuaire statistique, 168 p.

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN. (2009), « Les indicateurs sociaux du Maroc en 2009 », rapport statistique, 249 p.

HENRY, L. (1984). Démographie : Analyse et modèles. Edition de l'Institut National d'Etudes Démographiques. Paris.

MASSON, S ET PETIOT, R. (2010). Attractivité territoriale, infrastructures logistiques et développement durable ». In Colloque joint ASRDLF-AISRE, Identité, Qualité et Compétitivité, territoriale.

MEJATI ALAMI R., (2006). Le secteur informel au Maroc : 1956-2004. Royaume du Maroc.

MOATI P. PERRAUD A. POUQUET L., (2000). Les déterminants territoriaux de la création d'entreprises. Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie. Cahier de recherche numéro 146, p 2-43.

OCDE. (2011). Compétitivité et développement du secteur privé : Maroc 2010 : Stratégie de développement du climat des affaires, Éditions OCDE.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264091436-fr>.

PRESSAT, R. (1979). Dictionnaire de démographie. Edition Presse Universitaire de France. Paris.

VERSTRAETE T., SAPORTA, B. (2006). Création d'entreprise et entrepreneuriat », Les Editions de L'ARDEG.

ZAIMI, K. (2002). La productivité globale des facteurs. Direction de la Politique Economique Générale. Document de travail numéro 76.